

RAPPORT D'ACTIVITES 2009

Deuxième année d'exercice

Synthèse

Centre de ressources Ville caraïbe



www.villecaraibe.com



Présentation

Historique

Le Centre de Ressources de Martinique a été créé le 6 mars 2007. Il est issu d'un long processus initié en 1999, par l'Association Martiniquaise pour le Développement Social Urbain et qui a amené par la suite, différents acteurs de la Politique de la Ville à impulser sa récente création. Le Centre de ressources a deux ans d'exercice et a pour objectif de proposer des lieux d'échanges d'expériences, de l'appui technique, de l'aide à l'ingénierie de projet, de la capitalisation d'expériences, et plus largement, l'animation et la qualification du réseau des acteurs de la politique de la ville et du développement social et territorial de Martinique.

Quelques dates clés

Date de création : 6 mars 2007

Recrutement du Directeur : 22 octobre 2007

Recrutement de l'assistante le 15 mai 2008

Ouverture des locaux : 1^{er} décembre 2007

Assemblée Générale : 29 Janvier 2008

Conseil d'administration validant la Programmation 2008, le 29/02/2008

Conseil d'administration validant la Programmation 2009, le 15 décembre 2008

Le Statut

Le Centre de ressources Ville caraïbe est une association administrée par un Conseil d'administration composée de 3 collègues qui regroupent les professionnels de la Politique de la ville et les utilisateurs, les personnes qualifiées et les financeurs. Le Président actuel est Justin DANIEL, Professeur de Science Politique à l'Université Antilles Guyane et Responsable d'un Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe (CRPLC). Par ailleurs, les autres membres du bureau sont des chefs de projets, chargés de mission de collectivités et de l'Etat ainsi que des responsables associatifs dans le Développement social et territorial.

Le territoire

La Martinique est une île (35km de large et 70 de long) d'une superficie de 1100 km², région mono départementale qui connaît une évolution démographique avec une croissance des moins de 20 ans (34% de la population) et parallèlement une croissance des plus de 60 ans. Au 1er janvier 2008, la population martiniquaise est estimée à 403 000 habitants¹. Le Centre urbain de la Martinique regroupe notamment les 2 communes les plus peuplées avec la capitale administrative et économique, Fort de France et Lamentin, qui jouent leurs rôles

¹ Insee, janvier 2008



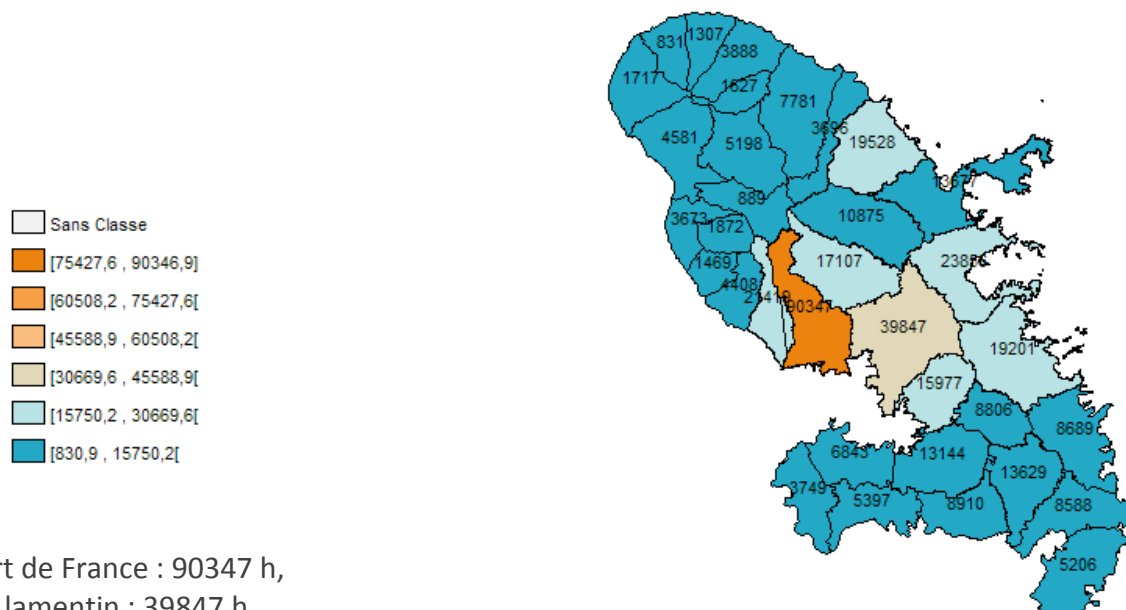
attractifs. Par ailleurs, des Communes du Sud et du Nord Atlantique sont de plus en plus importantes en nombre d'habitants et connaissent des problématiques connexes avec le Centre.

Il y avait 14 Contrats de ville de 1ère génération. Depuis 2007, il y a 2 CUCS en Martinique (Lamentin et Fort de France) qui représentent en tout 24 sites inscrits dont 6 en Zones Urbaines Sensibles. Il y a 1 projet ANRU à Fort de France et une Zone Franche Urbaine (Dillon extension du port et centre). Les autres territoires de Martinique disposent des autres dispositifs de la politique de la ville dans les domaines de l'insertion (Missions locales, PLIE, etc..), de la prévention de la délinquance (CLS, CLSPD, FIPD, OVV, adultes relais, etc..) et de la réussite éducative (CLAS, CEL, etc..) des dispositifs de droit commun concernant l'aménagement urbain (RHI, etc..) et les autres thématiques connexes de la cohésion sociale et territoriale. Il existe 2 communautés d'agglomération (CAESM, CACEM) avec notamment comme compétence obligatoire la politique de la ville.

Les 28 sites inscrits dans les périmètres CUCS du Centre, sont caractérisés soit par de l'habitat spontané qui a évolué soit par des ensembles HLM et des formes d'habitats mixte. La question du logement social reste l'une des difficultés majeures, de même que l'emploi notamment dans les ZUS où le chômage dépasse les 40%.

Les deux CUCS représentent les deux plus grandes villes, pourtant il existe des Communes (exemple de Sainte Marie) ayant des indicateurs sociaux et économiques aussi criants que ceux des quartiers prioritaires. De même, il existe des îlots accumulant les difficultés (ensemble collectif, chômage, famille monoparentale, revenu, exemples du quartier *Thoraille* à Rivière Salée ou *Reculée* à Sainte Marie...) sur d'autres territoires de Martinique. Il y a notamment un travail à mener au niveau non pas uniquement des agglomérations mais des arrondissements qui ont une cohérence territoriale qui permet de mettre des projets de mutualisation en place.

La Martinique contient par ailleurs de véritables enjeux sur le plan identitaire et culturel par son histoire et sur le plan du développement durable car elle reste un site de biodiversité remarquable et connaît de nombreux risques naturels. Il existe également des usages et une réappropriation en matière de Politique publique en lien avec la Proximité à réinventer.





Les actions

Ville caraïbe intervient principalement selon 4 modes complémentaires :

1. Accompagnement individuel et animation de travail collectif : entretiens autour du projet d'acteur, appui technique, mise en relation et réseau, Recherche et diffusion de ressources et références, l'élaboration de diagnostic territorial opérationnel
2. Journées de qualification collective et d'échanges de pratiques : présentations d'expériences, interventions d'experts, débats...tels que la Rencontre des acteurs de la Politique de la ville.
3. Formations- actions : Mis à disposition de formateurs, échanges d'expériences, (exemple du Cycle de qualification sur l'évaluation), capitalisation, publication
4. Documentation et information : veille juridique et méthodologique, diffusion de l'information, publications...

Les productions


Le Centre de ressources ville caraïbe publie tous les 15 jours une lettre d'information électronique : « *la cohésion se construit* » avec l'actualité locale et nationale de la Politique de la ville. Il publie également des dossiers thématiques, des comptes rendus, des dossiers de participants (évaluation, Jeunesse, observation territoriale, Prévention de la délinquance...), des actes de rencontres, un annuaire, des guides méthodologiques et de présentation des dispositifs, une revue trimestrielle : les cahiers de ville caraïbe, des ressources audio et visuels, etc....Il anime le réseau par le biais d'internet et du site www.villecaraibe.com

Budget

Le budget annuel du centre de ressources s'établit autour de 147 000 euros, il est constitué en recettes par un financement SG du Comité Interministérielle à la Ville à hauteur de 60 %, un financement Caisse des dépôts de 20 % et une part CACEM de 20%. Une partie des actions de formation action est mise en place en partenariat avec le CNFPT. En dépenses, les frais de personnels constituent une charge d'environ 45 % et les services externes 55 %. Ce budget peut-être complété par des financements dédiés à des actions particulières.

Publics

Le public prioritaire du centre est composé des professionnels de la politique de la ville et de la cohésion sociale: chefs de projet, chargés de mission, CUCS, CLS, CLSPD, Réussite éducative, Jeunesse, médiation sociale ...des collectivités, de l'Etat mais également des élus, responsables associatifs ... En complément, le centre de ressources accueille également des professionnels relevant des thématiques traitées par la politique de la ville.





2009 en quelques mots

En 2009, après sa première année d'exercice, les travaux du Centre de ressources ont été marqués par les événements de Février-Mars 2009. Les objectifs arrêtés en Conseil d'administration, au début de cette deuxième année était d'accompagner la mise en place du Plan « Espoir banlieues » et d'accompagner les acteurs par des formations actions sur l'évaluation des CUCS et l'observation des territoires. **Au final, la programmation 2009 a été surtout une approche pragmatique décidée par le Conseil d'administration, au regard de l'actualité du mouvement de février mars et également des besoins de qualification et de mise en réseau des acteurs de la politique de la ville et de la cohésion sociale.** Ainsi, juste après la crise, la première action du Centre de ressources a été de mettre en place une Rencontre débat pour analyser la politique de la ville à la lumière de cette crise et inversement. Cette action rentrant également dans le cadre des concertations des Etats généraux en Martinique et de la démarche de concertation et de livre vert de la Politique de la ville, permettant ainsi l'élaboration d'une contribution des acteurs de la politique de la ville.

Dans la même analyse, ce mouvement de février- mars, avait pu mettre en exergue le rôle prépondérant des actions concertées en matière de médiation sociale et d'intervention sociale de proximité. Ainsi, le Centre de ressources, après un appel à candidature a lancé une étude sur la médiation sociale, ainsi que des forums et un groupe de travail afin de qualifier et de participer progressivement à la mise en réseau des acteurs de la médiation sociale et à des travaux collectifs sur la Proximité.


Un autre besoin de qualification et de mise en réseau a pu être mis en exergue lors de cette crise au niveau de la mise en place de politique de jeunesse. Ainsi, un cycle de qualification collective a pu être mis en place avec des ateliers tout au long de l'année. Ce cycle comprenant aussi bien des apports sociologiques sur la Jeunesse martiniquaise, que des éléments d'ingénierie de projets et des éléments de méthodologie pour la mise en place d'une politique de jeunesse. Objet repris en 2010 dans le cadre de l'appui à la démarche d'évaluation des CUCS et de l'élaboration de projets de cohésion sociale et urbaine.


Le Centre de ressources en partenariat avec l'ACSE et la HALDE, a également mis en place un premier Séminaire sur la lutte contre les discriminations, précisant les concepts et présentant des acteurs de cette thématique.

L'analyse de cette crise et des violences urbaines qui ont pu se manifester a motivé la mise en place également d'une formation action sur les violences urbaines, mobilisant plusieurs acteurs de cette thématique.

Dans le même sens, le Centre de ressources a pu mettre en place une formation action sur l'Observation territoriale, en permettant l'échanges des acteurs concernés également sur la production, la fourniture de données mais aussi l'analyse professionnelle des données en lien avec les politiques de cohésion sociale.

Par ailleurs, l'élaboration d'un film sur la Politique de la ville en Martinique est en cours de finalisation et a été commencé en 2009. Il s'inscrit dans le cadre d'un projet « Images des quartiers » qui est de recenser les différentes ressources visuelles et de les présenter en décentralisé dans plusieurs quartiers prioritaires.





La Programmation 2009 arrêtée par le Conseil d'Administration était :

- l'observation des territoires et l'évaluation
- Cycle de qualification et appui du réseau des acteurs de la prévention de la délinquance, de
- la médiation et de la réussite éducative
- Appui et qualification collective des acteurs de la rénovation urbaine
- Appui technique et méthodologique aux territoires

Les activités collectives ponctuelles réalisées en 2009

Il s'agit des activités ponctuelles répondant aux attentes prioritaires des acteurs de la politique de la ville. Elles s'inscrivent dans des démarches à long terme. **En 2009 ,l'actualité a été la crise de février 2009 et ce qu'elle a mis en exergue en matière de politique de la ville**

1. Rencontre débat sur la politique de la ville à la lumière de la crise de février 2009.

Jeudi 23 avril 2009 à l'Université Antilles Guyane.

La rencontre a débuté par une analyse de **Serge DOMI, Sociologue**, qui a fait un décryptage de la crise de février 2009 ainsi qu'une réévaluation des enjeux de cohésion sociale. Après des échanges, le Directeur du Centre de ressources a présenté les perspectives de la politique de la ville au niveau national et des éléments de présentation des enjeux en Martinique. L'objectif de cette rencontre était de participer à l'élaboration d'éléments de diagnostic et de pistes de réflexion sur les conséquences de la crise de février dans le cadre de la cohésion sociale. Elle avait également pour objectif de rappeler quelques principes d'actions de la politique de ville à la Martinique et d'apporter une contribution des acteurs de la politique de la ville aux Etats généraux et dans le cadre du livre vert.

Les participants étaient en moyenne une trentaine. Le coût de cette matinée en charges directes a été de **918,63€** . Les coûts de la part salariale dédiée à cette action qui a mobilisé 2 personnes du Centre de ressources pendant une semaine étaient de **1 225,00 €**.

Le compte rendu et le dossier participant sont disponibles au Centre de ressources et sur le site internet.

Compte rendu de la Rencontre débat : [Cliquez ici](#)

Pour télécharger la contribution des acteurs : [Cliquez ici](#)


2. Cycle de qualification sur la politique de jeunesse.


Plusieurs ateliers thématiques ont été organisés ayant pour objet de croiser les regards entre professionnels de la « jeunesse » et de la politique de la ville et cohésion sociale qui ont en commun des publics de « jeunes ».

L'objectif était la qualification collective, la capitalisation d'expériences et la création d'un guide méthodologique pour la mise en place d'une politique de jeunesse à l'échelle d'une commune ou d'un quartier.

La première rencontre du mardi 15 mai 2009 portait sur : **Quelle jeunesse martiniquaise ?**

Ce premier atelier visait à poser un diagnostic partagé. En proposant différents regards et





définitions de ce qu'est la jeunesse, sur les représentations que peuvent avoir les « jeunes » sur les institutions et inversement, sur les conditions de vie des jeunes des quartiers prioritaires. Cet atelier était animé par le psychologue **Nicolas LAMIC** et le Chercheur en Politiques publiques **Malik DURANTY**.

[Cliquez ici pour le compte rendu de l'Atelier 1](#)

[Cliquez ici pour accéder à la rubrique Politique de jeunesse et les autres productions](#)

La deuxième rencontre du jeudi 04 juin 2009 : l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes. Madame LAPORT, sociologue, a fait la présentation des différentes institutions, des opérateurs et outils de l'insertion, en montrant les leviers d'action qui pouvaient produire une réelle valeur ajoutée et comment faire de l'insertion un outil de développement. Plusieurs acteurs de l'insertion ont pu également présenter leurs expériences et débattre sur les conditions de réussite de l'insertion des jeunes. Avec notamment l'intervention de Monsieur Jean-Luc Charlet (Point Insertion de Saint-Joseph), Monsieur Sebastien Yanis, Délégué adjoint de la CGPME, Monsieur Bruno SOREL, Directeur de l'entreprise d'insertion CAID. **Téléchargement du compte rendu :** [Cliquez ici](#)


La troisième rencontre du jeudi 22 juin 2009 : Penser, conduire, organiser une politique de jeunesse. Cet atelier d'échanges et de qualification a essayé de répondre à l'interrogation : Quelles méthodologies d'action globale à l'échelle d'un quartier ou d'une commune ? Présentation et échanges sur la méthodologie d'une politique de jeunesse par la Sociologue et consultante : Nicole CHAMBRON du C.E.R.F (Centre Européen de Recherche et de Formation). **Téléchargement du compte rendu :** [Cliquez ici](#)

La quatrième rencontre du vendredi 16 octobre 2009 : Intervenir en direction des jeunes en rupture avec les institutions. Les intervenants étaient nombreux : Philippe YERRO (anthropologue), Anicet SOQUET (Coordonnateur de projet de médiation), Christophe DEVILLE (Mediadam), Malik DURANTY (Etudiant chercheur), Mme VIRGAL (CDAD), et Serge NUMA (ADSM/PARI), ont tenté d'apporter différents d'éléments de réponses et de faire émerger les expériences en cours pour garder le dialogue et les divers pistes et leviers à explorer afin de permettre de rétablir la confiance, la remobilisation et l'insertion des jeunes les plus éloignés. **Pour télécharger le Compte rendu :** [cliquez ici](#)

Ces matinées d'échanges se sont déroulées pour la plupart au Centre International de séjour mais aussi à l'AFPA et à l'amphithéâtre de la DDST.

Les participants étaient en moyenne une quarantaine et parfois une cinquantaine (atelier 4). Les enquêtes de satisfaction (30 documents retournés) ont démontré une vraie attente en matière d'espace d'échanges sur la question jeunesse et dans un cadre de qualification. L'organisation était globalement satisfaisante et les débats de bonne qualité.

Les comptes rendus sont disponibles sur le site Internet et les documents de travail au Centre de ressources. Le coût de ces matinées en charges directes ont été de **3 446,49 €** et ont mobilisé le Directeur pendant 40 jours et l'Assistante pendant 20 jours, soit en coût de part salariale dédiée à cette action de **12 040,00 €**



3. Forum sur la médiation sociale.

Jeudi 28 mai 2009 au Palais des Congrès de Madiana.

Cette matinée a été organisée par le Centre de ressources en partenariat avec les associations de médiation sociale, Médiadom et APMS.

Laurent GIRAUD (Directeur de France Médiation) a tracé le cadre de référence de la médiation sociale, un premier rapport sur l'Etat des lieux a été présenté par les consultants responsables de l'étude. Ensuite plusieurs acteurs ont pu présenter leurs structures et leurs expériences : ACSE, MEDIADOM, APMS, APMFAF, AMIBUS, AMICA.



Les objectifs de ce forum étaient de rappeler les fondamentaux de la médiation sociale, en faisant notamment état de l'étude sur la médiation sociale en cours, en faisant émerger les enjeux existants en matière de professionnalisation des médiateurs, de qualification mais également de structuration d'un réseau.

Cette matinée a mobilisé 2 personnes du Centre de ressources ainsi que deux personnes de l'association MEDIADOM et APMS.

Le compte rendu et les documents de travail sont disponibles sur le site Internet et au Centre de ressources.

Cliquez sur : [Pour télécharger les Actes de ce Forum sur la Médiation sociale](#)
[Pour télécharger l'étude sur la médiation sociale](#)

Le coût de cette matinée a été de **3 588,58 €**.

Le coût de l'étude qui a abouti en 2009 et a été restituée en 2010 et de la démarche d'appui au réseau de la médiation sociale est de : **10 892,41 €**

La part salariale sur l'action mobilisant 2 personnes du centre de ressources sur 60 jours pour le Directeur et 30 jours pour l'assistante est de : **14 700,00 €**

4. Journée d'information et d'échanges sur la lutte contre les discriminations.


Mercredi 24 juin 2009 à l'AFPA. Le Centre de ressources a souhaité par cet atelier présenter les dispositifs légaux disponibles en la matière, les expériences et démarches en cours ainsi que les institutions en charge de ces questions.



L'objectif était de capitaliser les expériences existantes en diffusant les informations en lien, en favorisant les recherches et la mise en place d'un savoir collectif sur la réalité des discriminations. De bien comprendre les mécanismes de fonctionnement en jeux et de se positionner sur des changements opérationnels.

Lors de cette matinée une définition des concepts et aspects socio-historiques des discriminations en Martinique a été faite par le centre de ressources puis plusieurs acteurs ont pu présenter leurs structures et leurs expériences : La HALDE, l'Association AADPAS (SAIFI), DTEFP, ACSE, l'Association Regards Neufs sur les Différences.

Les participants étaient en moyenne une quarantaine. Cette matinée a mobilisé 2 personnes pendant 7 jours du Centre de ressources soit **1 225,00 € (coût horaire moyen)**



Le coût en charges directes de cette matinée a été de **642,00 €** comprenant uniquement la location de la salle à l'AFPA. Le compte rendu est disponible au centre de ressources et sur le site internet. [Cliquez ici pour télécharger le compte rendu](#)
[Cliquez ici pour retrouver les autres productions et ressources de cette thématique](#)

5. Formation-action sur la compréhension et la prévention des violences urbaines : **du lundi 30 novembre au mercredi 02 décembre 2009 au CNFPT.**

La journée du 30 novembre 2009 portait sur la description et la définition du phénomène de violence en Martinique, notamment à la lumière des événements de Février 2009, sur les divers indicateurs de la mesure de ces violences, sur le recueil de pratique de prévention et de gestion de crises au sein du groupe des stagiaires.

La journée du 1^{er} décembre 2009 était consacrée aux violences urbaines à travers la prévention, , leurs caractéristiques.

La matinée du 2 décembre 2009 portait sur les outils de la prévention : l'éducation, l'insertion, l'intégration, l'accès au droit, la médiation sociale...

Ces journées étaient animées par la sociologue et consultante **Nicole CHAMBRON**.

L'objectif opérationnel était l'élaboration durant la formation d'un recueil de « fiches de bonnes pratiques », issues tant d'exemples données par les stagiaires que des exemples donnés par les intervenants. Permettre un retour sur expériences et permettre aux différents acteurs d'avoir des clés de compréhension et des outils d'intervention.

Une trentaine de stagiaires en moyenne étaient présents par jour. Le coût de ces matinées ont été en charges directes de **3 789,69 €** et ont mobilisé 2 personnes du Centre de ressources : 15 jours pour le Directeur et 10 jours pour l'assistante soit en coût de part salariale : **3 675,00 €**. Les documents de travail sont disponibles au Centre de ressources.

6. Formation action sur l'observation territoriale et la politique de la ville. Cette formation s'est déroulée en deux parties en partenariat avec le CNFPT, le lundi 14, le mardi 15 et le jeudi 17 décembre 2009 pour la première partie et la deuxième partie plus pratique en Janvier. Cette formation action répond aux besoins des acteurs du développement social urbain dans la production, l'analyse, la recherche de données pour alimenter leurs projets.


La journée du 14 a permis de situer le cadre de l'observation notamment par la formation de groupes de travail, de montrer les enjeux, les termes et la méthodologie appliqués, les outils existants et les pratiques sur chaque territoire.

La journée du 15 a permis la collecte des données et la présentation des sources existantes.

La journée du 17 décembre présentait la méthode, les indicateurs à retenir pour un tableau de bord et l'exercice de cas pratiques.

Le coût en charges directes de ces journées comprenant notamment le déplacement de l'intervenant, la partie pédagogique étant prise en charge par le CNFPT, ont été de

1 632,04 €. Ces journées ont mobilisé 2 personnes (15 pour le Directeur et 7 jours pour l'Assistante) soit : **3 234,00 €**es participants étaient en moyenne une trentaine par jour. Les documents de travail se trouvent au Centre de ressources et sont disponibles sur le site internet.



Les activités permanentes en 2009 du Centre de ressources

Au titre des activités exercées par le Centre de ressources de façon régulière et relevant de son cœur de métier, il convient de retenir les rubriques suivantes :

- l'accompagnement individualisé
- l'animation et la mise en réseau
- l'appui aux acteurs et territoires en groupes de travail
- la documentation
- la publication
- le site Internet
- la participation au réseau des Centres de ressources

Ces rubriques au même titre que les activités ponctuelles participent à l'animation du réseau des acteurs de la politique de la ville.

1. L'Accompagnement individualisé

Il s'agit d'apporter des conseils méthodologiques, de mettre à disposition des acteurs de la documentation ou encore de mettre en relation avec des référents, des experts, des initiatives, etc....par exemple le Centre de ressources a mis en place un accompagnement méthodologique des porteurs de projet CLAS, du conseil à la mise en place de politique de jeunesse sur certaines communes.

Une quinzaine de chefs de projets Réussite éducative ou prévention de la délinquance ont été conseillé, rediriger ou mis en relation...

2. L'Animation et la mise en réseau

Le Centre de ressources a rencontré les différents acteurs de la politique de la ville, il les a recensés par thématique et publié un annuaire de la politique de la ville. L'animation de réseau se fait également par les différentes activités ponctuelles de qualification et par la participation aux groupes de travail. De même la publication d'une lettre d'information et le site Internet ont pour objectif de fédérer les acteurs.



Pour accéder à l'annuaire des acteurs : [Cliquez ici](#)

3. L'appui aux acteurs et la participation aux groupes de travail

L'appui aux acteurs se fait par l'animation de réunion ou la participation à des groupes de travail où le centre de ressources peut proposer ses prestations ou encore informer les acteurs sur les dispositifs et le réseau. Ils ont pour but de travailler sur des cas pratiques, sur des rencontres institutionnelles ou sur des questions particulières. Exemple groupes de travail sur la plate-forme d'observation sociale et sanitaire (croisement des données par échelle îlot et quartiers, priorités politique de la ville), groupes de travail sur l'évaluation ou encore sur la médiation sociale...

4. La Documentation

Le Centre de ressources met à disposition des acteurs de la politique de la ville des collections et de multiples ouvrages spécialisés (guides méthodologiques, capitalisation d'expériences, manuels, Rapports, Evaluations...)

Le Centre de ressources, progressivement, augmente ses ressources documentaires. Aujourd'hui, il y a à peu près de trois cents documents papiers et cinq cent documents numériques. Une trentaine de documents ont été emprunté et d'autres lu sur place.

Pour avoir accès à la liste de documents disponibles : [cliquez ici](#)

Par ailleurs, certains documents sont disponibles via le site internet. Le réseau national des Centres de ressources est en train de mettre en place un thésaurus commun de manière à pouvoir mutualiser les ressources numériques et ville caraïbe s'associe à cette démarche. En 2009, l'achat d'ouvrages a eu un coût de **3 268,47 €**

Des exemples de demandes de ressources en 2009 : les mesures du plan espoir banlieues, le RSA, RSTA, les mesures des Etats généraux, des fiches d'expériences sur des projets CLAS, des guides méthodologiques sur les CLS, CLSPD, les éco-quartiers, des appels à projets, des documents ressources sur l'évaluation, des rapports, etc.. ;

5. La Publication



Le Centre de ressources publie une lettre d'information électronique.

« *La cohésion se construit* » Elle est diffusée à approximativement 1500 personnes par mail (gain de temps, économies). Elle est ensuite disponible sur le site internet.

Elle contient notamment la veille réglementaire et une alerte sur la parution de nouveaux textes, elle présente les appels à projets, l'agenda des manifestations et plus généralement l'actualité nationale et locale du Développement social urbain...

Les destinataires sont de plus en plus nombreux, par ailleurs, les destinataires renvoient souvent des mails de satisfaction en fonction de leurs intérêts. En 2009, 15 lettres ont été publiés et diffusés.

Pour retrouver les newsletters : [Cliquez ici](#)

Le Centre de ressources produit également des fiches d'expériences, activité qui va se renforcer à partir de septembre 2010 ; des documents de travail, des comptes rendus et dossiers de participants créés lors des activités ponctuelles. Il élabore également des documents thématiques et notes de synthèse. Enfin, il propose désormais des études et des diagnostics opérationnels. **Pour retrouver les comptes rendus et actes : [Cliquez ici](#)** **Pour retrouver les fiches d'expériences : [Cliquez ici](#)**

6. Le site Internet

Le site Internet est évolutif, il a été mis en place en Avril 2008 et est amélioré progressivement. Il permet de garder une certaine réactivité et de mettre à disposition des acteurs, de la documentation et des informations sur l'actualité et les projets en cours ; Il y a 7 rubriques (une page actualités, une page agenda, une page documentation, une page capitalisation, une page liens utiles, une page appels à projets). Il est un outil très important du travail en réseau et se veut un espace de partage d'informations pour les acteurs du développement social et territorial. Les documents les plus téléchargés sont les newsletters, les guides méthodologiques et les comptes rendus des actions. Les pages les plus visitées sont documentation, actualités et appels à projets. Le mois où il y a eu le plus de visites en 2009 est décembre avec 3543 visiteurs différents et le moins est août 2009 avec 340 visiteurs. On est passé d'une moyenne de 500 visiteurs uniques en 2008 première année à une moyenne de 1500 visiteurs en 2009. (Sources : hébergement « godaddy » statistiques)

Month	Unique visitors	Number of visits	Pages
Jan 2009	359	452	673
Feb 2009	557	1560	1765
Mar 2009	837	1879	1969
Apr 2009	928	1986	2089
May 2009	1020	2076	2387
Jun 2009	1538	3490	3890
Jul 2009	598	1287	1560
Aug 2009	178	340	390
Sep 2009	589	678	797
Oct 2009	2390	2567	3082
Nov 2009	2560	3458	3765
Dec 2009	2347	3543	3894
Total	13901	23316	26261

7. La participation au réseau des Centres de ressources

Le Centre de ressources est membre du réseau national et le directeur est membre de l'Association des Directeurs de Centres de ressources politique de la ville (Question de ville). Il participe régulièrement aux rencontres de réseau et progressivement aux travaux mis en œuvre ensemble. Lors des regroupements bimestriels, il s'attache à faire entendre les attentes en matière de la Politique de la ville en Martinique. Le Directeur rencontre également des personnes ressources de la SG CIV et de l'ACSE et des consultants lors de ces déplacements. Ces rencontres sont un moyen de bien comprendre les missions et enjeux « Centre de ressources » et les actualités du développement social urbain au niveau national. Par ailleurs, elles sont souvent complétées par des intervenants permettant des échanges d'expériences entre Directeurs. Pour l'année 2009 la participation au réseau des Centres de ressources a eu un coût de : **2 848,11 €** comprenant notamment les 3 déplacements en France hexagonale.



Le Fonctionnement du Centre de ressources

Bureaux et Conseils d'administration

Le conseil d'Administration a élu un bureau le 29/11/2008.

Le Centre de ressources a connu des bureaux réguliers en 2009, au nombre de 7, avec une participation soutenue des membres. Les procès verbaux de relevés de décisions sont disponibles au Centre de ressources.

Les Conseils d'administrations en 2009 étaient au nombre de 3. En 2010, les membres du Conseil d'administration ne participants aux travaux seront remplacés et les collèges seront notamment élargis aux acteurs des territoires de la CAESM et CCNM et à des nouveaux chefs de projets (prévention de la délinquance) et dispositifs (délégués du Préfet).

Il y a notamment dans le cadre de la concertation pour le projet 2010-2012 du Centre de ressources a formaliser un certain nombres de procédures dans le cadre de l'élaboration d'un règlement intérieur partagé et d'une démarche collective.

Ressources humaines

Le Centre de ressources comporte 2 salariés depuis 2008.

Le Directeur, chargé de l'exécution du programme validé en Conseil d'administration et de la relation avec les partenaires.

L'Assistante, chargée de l'accueil, du secrétariat, de l'élaboration de document et de la documentation.

Le Directeur et l'Assistante exercent des activités liées au fonctionnement et des activités liées aux actions et à la programmation.

Les membres du bureau sont souvent sollicités pour apporter leurs savoirs faire et compétences. Par ailleurs, il est fait appel à des intervenants extérieurs pour des missions ponctuelles (intervenants, communication, comptabilité, ...)

Matériel

Depuis, le premier décembre 2007, les bureaux du Centre de ressources sont ouverts à l'immeuble de services, *la varangue, Boulevard A. CABRAL* à Fort de France (À proximité Rond point du *Vietnam héroïque*). Il s'agit de 2 bureaux et d'une salle de réunion avec des présentoirs de documentations. Le Centre de ressources est équipé Internet et de 3 postes informatiques (2 portables et un fixe) ; D'un fax, deux téléphones fixes et d'un téléphone portable. Le choix a été de ne pas prendre de véhicule professionnel et les frais de déplacements professionnels sont remboursés pour le Directeur et l'assistante ;

Financement (voir documents comptables)

En 2009 :


-Les subventions reçues ont été de 76 000 euros au titre de subvention d'exploitation SGCIIV et de 12 777,16 euros pour l'aide CNASEA du Contrat d'Accompagnement à l'Emploi soit : **111 641,79€**


Le Total des charges d'exploitation ont été de **144 225,90€**

Les charges directes dédiées aux actions ont été de **34 708,39 € (voir tableau détail Actions)**

Les charges en part salariale dédiée aux actions ont été de **45 899,00 €**

-En 2008, les subventions recueillies étaient de : 55 000euros DIV de 30 000 euros CDC





La CACEM et la Caisse des Dépôts n'ont pas financé le Centre de ressources en 2009 au regard des charges de provisions 2007 transformées en recettes (Subvention de fonctionnement de 55 000€).

Les autres structures sollicitées telles que le Conseil Régional, le Conseil Général, les 2 communautés Sud et Nord ont répondu négativement.

En revanche, le CNFPT a participé à trois actions partageant les frais de l'intervenant et mettant à disposition des salles pour les formations actions.

Analyse du financement du Centre de ressources

Le Centre de ressources est plus que jamais dépendant de la subvention du SGCIV d'exploitation. Celle-ci permet de prendre en charge globalement le fonctionnement du Centre de ressources. Les autres financeurs ont un rôle très important également.

La CACEM permet d'avoir un financement qui ancre localement l'action partenariale du Centre de ressources et qui concerne des attentes et actions précises en matière de développement social et territorialisée. Si en 2009, il n'y a pas eu de subvention allouée. En 2010, il est attendu la mise en place d'un partenariat et son conventionnement pour une subvention à hauteur de **22 000 euros**.

La Caisse des Dépôts également a une attente forte en matière d'expertise et de formation sur le développement social urbain. Une convention pluri annuelle vient d'être signée à hauteur de **60 000 euros sur 3 ans**.

Le CNFPT devient également un partenaire important qui participe sur de nombreuses formations actions (5 actions de formations action sur 2 ans et demi) en prenant la moitié des charges.





ANALYSE CRITIQUE

Les objectifs principaux du Centre de ressources validés en début d'année ont évolué au regard de la crise de février 2009 : vers l'appui à la médiation sociale, la qualification des coordonnateurs de politique de jeunesse, l'appui aux acteurs de prévention de la délinquance, la lutte contre les discriminations et l'appui à l'observation territoriale.

1. Appui des acteurs de la Médiation sociale


Enjeux : Illustration de l'importance de la médiation sociale dans le cadre des conflits de Février – Mars 2009, soutien et structuration des acteurs de terrain et de médiation, valorisation des interventions de proximité...

Objectifs : Qualifier les acteurs sur les pratiques de médiation. Proposer des formations, de la mutualisation pour les acteurs, des ressources, des outils, des données. Adopter une démarche collective face aux enjeux. Valoriser la médiation et ses acteurs.

Effectivité : Lancement d'une étude sur la médiation sociale après appel à candidature et restituée en Février 2010, mise en place d'un groupe de travail en continu (13 rencontres), Forum sur la médiation sociale : Les participants étaient au nombre de quatre-vingt-six. Les enquêtes de satisfaction étaient au nombre de 45 et globalement l'organisation de cette journée était très satisfaisante. Encore une fois l'attente en matière d'espace d'échanges sur des questions comme l'organisation de la médiation sociale de même que le besoin de mise en réseau était importante.

Limites : Concurrence entre acteurs, multi positionnement des acteurs, Attentes divergentes, manque de connaissance sur la médiation sociale...

Opportunités : En 2010, restitution de l'étude sur la médiation sociale, mise en réseau des acteurs et programmation d'actions de qualification, adhésion du Centre de ressources à France Médiation, Médiateurs Associés, pilotage et forte attente de mise en réseau des acteurs de la médiation sociale dans le cadre du Centre de ressources. Production d'outils et diffusion de documents.





2. Qualification sur les Politiques de Jeunesse

Enjeux : La question de la jeunesse est souvent pointée par les acteurs mais est difficilement l'objet d'une politique globale et coordonnée sur les différents territoires. Les événements de Février ont mis en exergue un certain nombre de difficultés des « jeunes » et de la mise en place de politiques en direction de ceux les plus éloignés des institutions.

Objectifs : Qualifier les acteurs des Politiques de Jeunesse. Définir la Jeunesse, Mieux connaître les problématiques, Acquérir des outils méthodologiques pour mettre en place des politiques de jeunesse. Permettre l'échange ; l'interpellation réciproque et l'articulation de projets intégrés.

Effectivité : Mis en place partenariale d'un Cycle de qualification sur l'année 2009 en direction des acteurs de politiques de jeunesse. En 4 Ateliers permettant : un « diagnostic partagé sur la Jeunesse martiniquaise » et des éléments apportés en matière de sociologie et de méthodologies de diagnostic ; des éléments de compréhension sur « Emploi , Formation, Insertion des jeunes : Comment agir ? » ; Comment penser, organiser, piloter une politique de jeunesse ? ; « Comment intervenir auprès des jeunes les plus éloignés des institutions ? ». Elaboration d'outils, de comptes rendus, interventions de sociologues et d'experts ; Diffusion d'informations sur la concertation initiée par l'ancien Haut commissaire à la Jeunesse, présentation des éléments du livre vert, des nouveaux dispositifs, diffusion des appels à projets « Jeunesse ».


La participation était importante : Les acteurs étaient nombreux à chaque atelier avec une moyenne de 40 à 50 participants. Globalement les participants étaient représentatifs des institutions compétentes. Les équipes CUCS ont également participé.

Limites : difficultés du calendrier et malgré la présence de quelques élus, il manque de participation plus élargie ;

Opportunités : La question de la jeunesse est un objet de travail important pour le Centre de ressources, elle a également émergé dans le cadre de la préparation à l'évaluation des CUCS en 2010 comme question évaluative qui a fait l'objet d'un approfondissement lors du Cycle de qualification des CUCS.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du Projet pour la « Jeunesse » du Conseil Régional, le Centre de ressources participe en 2010 à la Commission « ad hoc »

Enfin, le Centre de ressources travaille souvent avec des acteurs des politiques de jeunesse et fait donc un travail d'accompagnement, d'appui méthodologique et de diffusion d'information législative et réglementaire, d'appels à projets...



3. Séminaire sur la lutte contre les discriminations et égalité des chances

Enjeux et objectifs : Meilleure connaissance des processus de discrimination, identification des critères légaux de discrimination, définition des concepts et historiques, Présentation des acteurs et dispositifs, Présentation de l'action de la HALDE et de l'ACSE, conditions de mise en œuvre...

Effectivité : Mise en place d'un séminaire sur la lutte contre les discriminations à la lumière du contexte martiniquais. Intervention de Justin DANIEL, Professeur de Science Politique et Président du Centre de ressources qui a présenté les concepts et l'historique de la lutte contre les discriminations en insistant sur le contexte martiniquais et les éléments mis en exergue pendant la crise de février. Plusieurs acteurs intervenants sur ce champ ont également pu présenter des processus de discrimination et leurs actions et structures. Un compte rendu et des documents de présentations des outils ont pu être élaboré à cette occasion.

Participation moyennement importante et en revanche bonne représentativité des institutions référentes

Exemple : [Fiche de présentation des dispositifs LCD Ville caraïbe 2009](#)

Limites : Ce premier séminaire n'a pas été suivi par d'autres travaux sur cette thématique. Participation limitée des élus

Opportunités : Appui par le Centre de ressources pour la mise en place d'un Diagnostic territorial et stratégique. Entrée socio culturelle et spatiale. Soutien de l'ACSE.



4. Violences urbaines

Enjeux et objectifs : Les violences urbaines avaient été appréhendées en 2008 sous l'angle de la coordination des CLS, CLSPD et de la prévention de la récidive. En 2009 à l'issue des émeutes urbaines caractérisées lors du mouvement social de février-mars 2009, il s'agissait pour les acteurs concernés de faire un retour d'expériences et de partager avec d'autres sur ces questions. Il s'agissait également de mieux comprendre ces phénomènes et de pouvoir anticiper des réponses en matière de prévention, d'élaborer des outils communs et des partenariats opérationnels.

Effectivité : Journées de Formation action en Décembre 2009 sur 3 jours sur : Compréhension et prévention des violences urbaines.


Intervention de Mme CHAMBRON, sociologue et consultante en matière de prévention de la délinquance. Echanges d'expériences entre les coordonnateurs Prévention de la délinquance et Sécurité de Fort de France et de Pointe à Pitre. Intervention d'un représentant de la Direction de la Sécurité Intérieure, de représentants de la médiation et de l'Observation. Echanges de pratiques et production de fiches d'expériences et d'éléments de capitalisation.

Participation moyennement importante 35 personnes, représentativité importante des coordonnateurs de prévention de la délinquance, bonne participation des institutions compétentes.

Limites : Disponibilités des acteurs pour poursuivre vers un groupe de travail permanent. Difficultés de diffusion d'expériences aux territoires hors centre .

Opportunités : Mise en place de mutualisation à l'échelle des arrondissements et agglomération, élaboration de diagnostic partagé et de dispositif coordonné (CLS, CLSPD, stratégies territoriales...)





5. Observation territoriale dans le cadre de la politique de la ville et de cohésion sociale et territoriale

Enjeux : Difficultés d'avoir des données à l'échelle infra communale et non correspondance des îlots aux limites des quartiers prioritaires. Travail trop cloisonné des producteurs de données et des démarches d'observations. Importance des données statistiques dans la caractérisation des quartiers prioritaires et de la qualification des acteurs de la politique de la ville aux enjeux de l'observation territoriale.

Effectivité : Mise en place d'une formation action en partenariat avec le CNFPT en deux étapes l'une de formation et d'autre de mise en pratique. Formateur le COMPAS et intervention d'acteurs producteurs de données : INSEE, CAF, Conseil Général, CCAS...Appropriation par les chefs de projets des enjeux de l'observation, présentation des sources de données, des nomenclatures, mise à disposition d'un logiciel et pratique de recherche de données et d'indicateurs.

Participation de 32 acteurs de la politique de la ville et de l'Observation territoriale. Bonne représentativité des institutions : CAF, INSEE, CG, CCAS,ADI, DSDS, Observatoires et équipes politique de la ville...Les 19 enquêtes de satisfaction retournées ont indiqué une très bonne appréciation de l'organisation de cette formation et une très bonne appréciation du formateur.

Limites : Multiplication des démarches d'Observation territoriale. Difficultés au niveau de l'adressage et de la non correspondance des îlots avec les quartiers prioritaires.

Opportunités : Mise à jour des logiciels et groupe de travail pour lisibilité et coordination des dispositifs en 2010. Intégration des travaux d'observation dans la démarche d'évaluation et d'élaboration des nouveaux CUCS.





6. Appui et mise en réseau des acteurs et territoires.

Enjeux : Faire connaître et expliquer la démarche Centre de ressources (Coproduction, travail collectif, intervenant, publications, mise en réseau capitalisation d'expériences). Qualifier et appuyer les projets et acteurs du développement social et territorial.

Objectifs : Repérer les acteurs, faire de la veille législative, documentaire, méthodologique et sur les actualités du DSU, favoriser la mutualisation des outils et ressources, diffuser les outils, informer sur les dispositifs, accompagner les acteurs du Développement social urbain. Capitaliser les expériences, animer le réseau et valoriser les projets innovants. Proposer des outils co-construits et prestations.


Effectivité : Mise en place de cycles de qualification, d'échanges de pratiques, où les acteurs se rencontrent sur des thématiques. Création d'un annuaire, rencontre et entretiens avec les acteurs. Mise en relation. Accompagnement individualisé et communication d'information collective. Mise en place de fiches d'expériences et de présentations de projets et structures. Diffusion d'information et fédération par la newsletter et site internet. Organisation ou participation à des groupes de travail. Elaboration de dossier ressources. Elaboration d'un film et archivages de modules valorisant les acteurs de la Politique de la ville et les quartiers populaires.

Thématiques : réussite éducative, prévention de la délinquance, rénovation urbaine, insertion et développement économique, jeunesses, médiations, réseaux addictions, sexualité, lutte contre l'exclusion, etc....

Impacts et indicateurs de performance : Nombres d'actions, Pertinence des actions avec les besoins des acteurs de la Politique de la ville, nombre de demandes de documentations sur toutes ces thématiques, invitations à des réunions de travail, mise en place de partenariats ; Nombres de participants aux activités, interpellations du Centre de ressources sur des travaux ...qualité des travaux, des intervenants et des participants.

Limites : Au départ, non compréhension des missions du Centre de ressources (Mise en réseau ? capitalisation ? Politique de la ville ?) Nombreux acteurs sur le champ de l'accompagnement des associations et sur la réussite éducative. Difficulté du positionnement du Centre de ressources . Technicité importante sur la Rénovation urbaine à FDF/ par rapport aux autres territoires. Accompagnement individuel limité à quelques opérateurs. Difficulté à faire comprendre qu'on aide à la mise en œuvre mais on ne fait pas de mis en œuvre... Interpellation de la pertinence de la géographie prioritaire par rapport aux enjeux locaux de cohésion sociale et solidaire.

Opportunités : Adhésion des chefs de projets prévention de la délinquance et des chargés de mission CUCS. Forte attente sur la thématique Politique jeunesses, cohésion sociale et territoriale, réussite éducative et des associations professionnelles de la politique de la ville. Demandes de diagnostics opérationnels ; Ouverture des activités du Centre de ressources aux territoires « hors géographie prioritaire » et élargissement à la cohésion sociale et territoriale. Développement de partenariats et de demande d'accompagnements.







Bilan 2009

Les +

- Connaissance par les acteurs de la politique de la ville, du Centre de ressources et adhésion progressive aux travaux de qualification/ information/ documentation/fonctionnement.
- Valorisation et capitalisation des travaux et expériences des acteurs de la politique de la ville et travail en réseau par thématique (CUCS, Prévention de la délinquance, médiation sociale, observation territoriale, réussite éducative...) Ouverture aux autres territoires et élargissement des thématiques traitées...
- Mise en place et développement de partenariats (UAG/ CDC/ CACEM/CNFPT/COALEX/IRDSU/Question de ville, France Médiation, Médiateurs Associés...) et bon fonctionnement interne du Centre de ressources (régularité des bureaux et Conseil d'administration, ambiance de travail, participation aux actions collectives)
- Des mutualisations et des partenariats qui ont permis de dépenser le moins possible
- Formalisation progressive et élaboration de documents de travail, de publications : guides, études, document ressources, fiches d'expériences.

Les –

- Existence de difficultés à faire comprendre parfois la démarche et la plus value des missions du Centre de ressources qui consiste notamment à de la coproduction, de la mise à disposition d'expertise, à de la formalisation et de la mise en réseau.
- 


- 
- Non compréhension parfois de la pertinence de la géographie prioritaire mais dès le départ élargissement du Centre de ressources à tout le champ de la cohésion sociale et territoriale et donc aux territoires hors géographie prioritaire.


 - Limites de l'impact des actions dues à une fragmentation institutionnelle excessive et à la multi-positionnalité des acteurs.

 - Difficulté du positionnement du Centre de ressources sur l'accompagnement des associations : au départ le Centre de ressources avait comme public cible les chefs de projets mais progressivement ouverture aux acteurs associatifs notamment dans le cadre de travaux collectifs

 - Difficultés parfois de faire comprendre en quoi l'apport d'expertise apporte à l'opérationnel en direction des chefs de projets et élus : si on apporte un appui et une aide aux conditions de mise en œuvre on agit pas à la place des acteurs.

 - Recul et expérience insuffisants, pour mettre en place toutes les actions voulues notamment sur le développement économique et l'insertion, la rénovation urbaine, le logement, le développement durable des quartiers, la culture, de même que des actions Antilles Guyane.

 - Participation limitée des élus, mais progressivement existence de partenariats avec des instances d'élus (Association des maires, Conseil régional) et travaux avec les communes.
- 

- 
- Bilan financier légèrement déficitaire : de nombreux partenariats pour les salles et les intervenants, des actions aux coûts directs limités en 2009 dans un contexte de financements publics en net recul.

Perspectives 2010

-MIS EN PLACE DE GROUPE DE TRAVAIL ET CYCLES DE QUALIFICATION SUR L'OBSERVATION ET L'EVALUATION DANS LE CADRE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION DES CUCS ET DE LA RENEGOCIATION DE LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

-APPUI METHODOLOGIQUE ET QUALIFICATION COLLECTIVE DU RESEAU DES CHEFS DE PROJETS PREVENTION DE LA DELINQUANCE

-APPUI METHODOLOGIQUE ET MISE EN RESEAU DES ACTEURS DE LA MEDIATION ET APPUI A LA PROFESSIONNALISATION DES ADULTES RELAIS

-MISE EN PLACE D'UN PREMIER SEMINAIRE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET INSERTION

-MISE EN PLACE DU PROJETS IMAGES DES QUARTIERS POPULAIRES ET PRIORITAIRES

-PARTICIPATION A DES TRAVAUX COLLECTIFS D'ELABORATION DE PROJET JEUNESSES/ PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET COHESION SOCIALE

-DEVELOPPEMENT DE TRAVAUX SUR LA PROXIMITE

-DEVELOPPEMENT D'OFFRE DE PRESTATIONS APPUI AU DIAGNOSTIC OPERATIONNEL ET PARTAGE

-PARTICIPATION AU RESEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES

-DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET/DE LA DOCUMENTATION/EVOLUTION NEWSLETTERS

-DEVELOPPEMENT DE LA VALORISATION DES PROJETS CULTURELS DES QUARTIERS

-ANIMATION ET DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS : (CNFPT/Association des Maires / DDJS/GIP Fort de France, Lamentin/RECTORAT/FRANCE MEDIATION/ RESEAU EXCLUSION/RESEAU ADDICTIONS/ FACE/ UAG, RESEAU REUSSITE EDUCATIVE/SPIP/ ADEME/ POSS/PREVENTION DE LA DELINQUANCE...)

-ELABORATION DE CONVENTIONNEMENT PLURI ANNUEL (CNFPT/CDC)

-NECESSITE DE TROUVER DE NOUVEAUX PARTENAIRES FINANCIERS (CONSEIL REGIONAL ?)

